

EMPLOI : LA GRANDE LESSIVE

Michel Husson

Rouge n°2032 25 septembre 2003

La rentrée sociale est placée sous le signe d'une liste impressionnante de plans sociaux, qui n'épargnent aucun secteur. Le plan de restructuration de GIAT Industries concerne 3750 emplois et celui d'Alstom 2184. Air Lib (3500 emplois) est en liquidation judiciaire ; Alcatel annonce 1654 nouvelles suppressions d'emplois ; Tati est en faillite et ce sont 1200 emplois qui sont menacés. Schneider Electric annonce 1000 suppressions d'emploi, STMicroelectronics 600, et dans le Finistère, les volailles Doux sont frappées, avec plus de 1000 emplois condamnés.

Les faillites contribuent de plus en plus à la dégradation du climat : leur nombre s'est élevé à 24 810 au premier semestre. C'est le niveau le plus élevé depuis 1999, et les grosses entreprises ne sont désormais plus à l'abri comme l'illustrent les cas de Metaleurop, Daewoo-Orion, Air Lib ou ACT Manufacturing. De telles annonces représentent de véritables catastrophes au niveau des bassins d'emplois. Ainsi la fermeture de l'usine de ferromanganèse Comilog de Boulogne-sur-Mer, implique une réduction de près de 50 % de l'activité portuaire de cette ville. C'est d'ailleurs toute la métallurgie de la région Nord-Pas-de-Calais qui est sinistrée depuis le début de l'année, avec l'arrêt des fonderies de la Française de mécanique à Douvrin (705 salariés) et de Metaleurop à Noyelles-Godault (830 emplois) et l'annonce de 430 suppressions d'emplois chez Sollac, à Mardyck.

La raison immédiate de cette situation est simple à identifier : l'économie française est au point mort. La progression de l'emploi a donc cessé elle aussi depuis un an. Un cycle se referme puisqu'on est revenu à la situation de stagnation qui prévalait à la fin de 1996. C'est la fin d'une « embellie » caractérisée par une croissance relativement soutenue et particulièrement « riche en emplois ». Sur la période qui va de fin 1996 à fin 2002, le PIB a augmenté à un rythme annuel de 2,7 % qui n'a rien d'exceptionnel. En revanche, sur ces six années, le nombre de salariés a augmenté de 1,9 millions, (soit 2,2 % par an) et cette performance est sans précédent au cours du siècle dernier. Les années de plus forte création d'emplois (442 000 en 1999, et 574 000 en 2000) coïncident avec la mise en œuvre de la réduction du temps de travail.

La reprise qui ne vient pas, et les ajustements de l'emploi, font planer la menace d'une remontée rapide du taux de chômage. Après avoir baissé jusqu'à 8,6 % au début de 2001, le taux de chômage a progressivement remonté. Il atteint aujourd'hui 9,5 % de la population active et frappe 2,8 millions de personnes. La plupart des conjoncturistes prévoient qu'il franchira la barre des 10 % à la fin de l'année. Dans ce contexte, la convention sur l'assurance-chômage, conclue en décembre 2002 entre le Medef et la CFDT, va pouvoir exercer ses ravages. Elle menace directement 856 700 chômeurs dont la durée d'indemnisation va être réduite, et 369 800 personnes devraient ainsi être exclues des Assedic le 1er janvier prochain (180 000 selon la CFDT).

Il n'est donc pas surprenant que l'emploi soit redevenu la première préoccupation des Français dans les sondages. Leur inquiétude est d'autant plus justifiée qu'il y a une dimension de revanche chez les patrons, bien décidés à profiter de la conjoncture pour effacer définitivement les emplois créés par les 35 heures. Ce qu'il y a de nouveau aussi, c'est que les licenciements et les restructurations deviennent des instruments de la gestion courante des entreprises. Quant aux politiques plus globales de l'emploi, elles se réduisent à des baisses de « charges » et d'impôts dont on sait qu'elles sont inopérantes (sauf évidemment pour le revenu des riches). Bref, le gouvernement et le patronat vont apparaître dans tout le dépouillement d'une politique de classe d'une grande brutalité. Quant au PS, qui n'a rien fait, et qui n'a rien à dire, on est vraiment désolé pour lui, mais c'est autour du mot d'ordre « gauchiste » d'interdiction des licenciements que va s'organiser la résistance à la sauvagerie capitaliste.